



## **”Stéphane Le Foll à Dijon ce jeudi 16 février”**

Bertrand Lhote

### **► To cite this version:**

Bertrand Lhote. ”Stéphane Le Foll à Dijon ce jeudi 16 février”. Le Bien Public, 2017, 16 Février 2017, pp.9. [⟨hal-01601395⟩](#)

**HAL Id: hal-01601395**

**<https://hal.science/hal-01601395v1>**

Submitted on 26 May 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-SA 4.0 - Attribution - ShareAlike - International License

Le Journal 2017

CÔTE-D'OR AGRICULTURE

# « Le cinquennat des contraintes » au menu du déjeuner ministériel

Le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll (PS), déjeune avec les responsables des syndicats agricoles, ce jeudi midi, à Dijon. L'occasion de lui rappeler qu'en cinq ans, selon eux, « rien n'a changé ».

Le cadre feutré des salons de la préfecture permettra certainement d'adoucir un peu l'ambiance. Mais nul doute que les représentants du monde agricole n'attendent pas le dessert pour servir à Stéphane Le Foll un plat de doléances qui s'annonce copieux. Très copieux même.

## Un nouveau combat : les zones défavorisées

« Je n'ai pas pour habitude d'y aller par quatre chemins et je compte bien lui rappeler à quel point nous sommes tous très déçus. Cela fait cinq ans que M. Le Foll est ministre de l'Agriculture. C'est beaucoup, cinq ans. C'est même rare qu'un homme politique reste aussi longtemps au sein d'un même ministère. Pourtant, nous avons le sentiment que rien n'a changé. Il n'y a eu que du vent ! », enrage le président de la FDSEA 21 (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Côte-d'Or), Fabrice Faivre, qui fait patte des convives invités à rompre le pain avec le ministre, ce jeudi.



■ Le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll (PS), aux côtés du président de la FDSEA 21, Fabrice Faivre, lors de l'inauguration de la Foire gastronomique de Dijon, en 2015. Photo d'archives Philippe BRUCHOT

« Pour nous, ce fut clairement le cinquennat des contraintes. Toutes les exploitations sont dans le rouage, tous secteurs confondus. Et la situation perdure depuis plusieurs années », poursuit le représentant syndical. « Fin 2014, nous avions déjà rencontré M. Le Foll lors d'une visite à Hauteville-les-Dijon. Deux ans plus tard, aucun des engagements pris à l'époque n'a été tenu. » Un coup de gueule qui n'a rien d'anodin, à dix jours de l'ouverture

du Salon de l'agriculture, à Paris, et à deux mois du premier tour de l'élection présidentielle.

D'autant que, depuis quelques semaines, les agriculteurs font face à une nouvelle menace : la carte des « zones défavorisées simples ».

« Ces zones sont définies par l'Union européenne, selon des critères biophysiques, en totale incohérence avec la réalité des territoires », dénonce encore le leader de la FDSEA 21. « Si le schéma n'est pas

## CONTEXTE

### Stéphane Le Foll à Dijon ce jeudi

Le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll (PS), est en déplacement à Dijon, ce jeudi. Après un déjeuner de travail avec les organisations syndicales agricoles, à la préfecture, il se rendra au centre régional de l'Inra (Institut national de la recherche agronomique), où il se fera présenter les recherches des équipes, en particulier sur l'agro-écologie. Puis, il prendra part à la signature d'une convention de partenariat entre l'Inra et le Grand Dijon, avant de visiter le pôle Agronov, à Bretenière.

revu, près de quatre-vingts communes seront concernées par la perte du statut de « zone défavorisée simple » en Côte-d'Or, en 2018 : dans l'arrière côte viticole, dans la vallée de l'Ouche, dans le val de Saône, etc. Dans ces communes, les exploitations qui bénéficiaient de l'ICHN (Indemnité compensatoire de handicap naturel) pourraient perdre jusqu'à 8 000 € par an. Il nous reste un peu moins d'un an pour négocier et c'est l'un des sujets que nous abordons avec le ministre, ce jeudi. »

Bertrand Lhote